ANGLES D’ATTACTUELL

ATTAC : ASSOCIATION POUR UNE TAXATION DES TRANSACTIONS FINANCIÈRES ET POUR L’ACTION CITOYENNE

Le journal d’Attac Suisse – www.suisse.attac.org / Die Zeitung von Attac Schweiz - www.schweiz.attac.org / November 2020

N°5

SOMMAIRE

attac

Une année éprouvante

Décidemment, on ne peut que se montrer unanime sur le fait que 2020 ne sera pas une année ordinaire ! Cette année sera marquée par l’arrivée d’un virus inconnu, appparu dans un premier temps en Asie, et qui se serait propagé comme une trainée de poudre, nous plongeant dans une véritable pandémie. Certains parlent même de l’année noire du 21ème siècle. De cette manière, le monde entier se voit touché par cette pandémie et de nombreux pays se trouvent forcés d’imposer un confinement obligatoire à leurs populations pendant presque 3 mois.

La situation sanitaire mondiale et la sortie du confinement auront permis d’intensifier les tensions sociales à l’échelle mondiale, mais aussi de raviver un curieux éveil collectif, à travers notamment une vague, tout aussi contagieuse que la pandémie du COVID-19, de divers mouvements de contestation de par le monde : Black Lives Matter, rassemblements au Brésil contre le Président Jair Bolsonaro, protestation contre la réélection du Président en Biélorussie, mobilisations massives en Irak et au Liban après la fin du confinement. Des manifestations ont eu lieu un peu partout à travers la planète, de Washington à Paris, en passant par le Brésil et la Pologne.

Finalement, cette année sera malheureusement caractérisée par un durcissement des politiques autoritaires, les mesures sanitaires servant de prétexte aux gouvernements pour renforcer leur répression contre les activistes et les mouvements sociaux. Des mesures représsives auront également été annoncées en parallèle des mesures sanitaires, les populations se retrouvant régulièrement surveillées ou réprimandées, comme c’est le cas avec certaines nouvelles technologies tel le traçage de contacts.

La pandémie que nous vivons n’est pas un enjeu de sécurité publique mais une crise de santé publique ! Arrêtons de faire porter la responsabilité sur les individus car un effort collectif est nécessaire. N’oublions pas que cette crise sociale et sanitaire est aussi une opportunité pour renforcer nos services publics, repenser de nouveaux modèles de sociétés et retrouver une solidarité perdue.

Ein anstrengendes Jahr

Da sind wir uns wohl alle einig: 2020 wird kein gewöhnliches Jahr gewesen sein! Das Jahr ist durch die Ankunft eines unbekannten Virus markiert, das zuerst in Asien auftauchte, sich wie ein Lauffeuer verbreitete und uns in eine echte Pandemie stürzte. Manche sprechen gar vom schwarzen Jahr des 21. Jahrhunderts. So ist von dieser Pandemie die ganze Welt betroffen und viele Länder sehen sich gezwungen, ihrer Bevölkerung ein Lockdown von fast drei Monaten aufzuerlegen.

Die globale Gesundheitssituation und die Aufhebung des Lockdowns haben die sozialen Spannungen auf globaler Ebene intensiviert, aber auch zu einem bemerkenswerten kollektiven Wiederaufleben geführt, eine Welle weltweiter Protestbewegungen, die sich als ebenso ansteckend erweist wie die COVID-19-Pandemie: Black Lives Matter, Kundgebungen in Brasilien gegen Präsident Jair Bolsonaro, Protest gegen die Wiederwahl des Präsidenten in Weissrussland, Massenmobilisierungen im Irak und im Libanon nach dem Ende des Lockdowns. Überall auf der Welt gab es Demonstrationen, von Washington bis Paris über Brasilien und Polen.

Aber dieses Jahr wird leider auch durch eine Verschärfung der autoritären Politik gekennzeichnet sein, indem Regierungen die Gesundheitsmassnahmen ausnützen, um ihre Repression der Aktivisten und sozialen Bewegungen zu verstärken. Neben den Gesundheitsmassnahmen sind auch repressive Massnahmen angekündigt, wobei immer die Bevölkerung überwacht oder getadelt wird, wie das mit bestimmten neuen Technologien wie Contact-Tracing geschieht.

Bei der Pandemie, die wir erleben, geht es nicht um die öffentliche Sicherheit, sondern um eine Krise der öffentlichen Gesundheit! Hören wir auf, die Verantwortung Einzelpersonen aufzutragen, denn es braucht eine kollektive Anstrengung. Vergessen wir nicht, dass diese Sozial- und Gesundheitskrise auch eine Chance ist, unsere öffentlichen Dienste zu stärken, an neue Gesellschaftsmodelle zu denken und die verlorene Solidarität zurückzugewinnen.

INITIATIVE FÉDÉRALE POUR DES MULTINATIONALES RESPONSABLES

En 2011, l'ONU a approuvé le rapport du Conseil des droits de l'homme « Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme », qui exigent que les États respectent, protègent et mettent en œuvre les droits humains et les libertés fondamentales, que les entreprises se conforment à toutes les lois applicables et respectent les droits humains, et que des voies de recours appropriées et efficaces en cas de violation soient accessibles.

Il y a trop d'exemples de violations des droits de l'homme et de détériorations de l'environnement par des multinationales suisses pour toutes les citer ici. Certains noms réapparaissent souvent : Glencore (Zoug) expulse des populations pour faire place à des mines à ciel ouvert, qui empoisonnent l'air et l'eau avec des métaux lourds. Syngenta (Bâle) épand dans des pays plus pauvres les pesticides interdits chez nous car trop toxiques. Nestlé (Vevey) vend en bouteilles de l'eau soustraite à des nappes phréatiques nécessaires à la population locale et utilise du cacao provenant en partie du travail d'enfants et de cultures dans des forêts protégées.

De nombreux États légifèrent conformément aux principes de l'ONU. En Suisse une cinquantaine d'ONG, associations et syndicats ont déposé une pétition « Droit sans frontières » en juin 2012, que le Conseil fédéral a accueillie en reconnaissant un besoin d'agir. Devant le blocage par la droite conservatrice au parlement, les organisations qui avaient lancé la pétition, auxquelles se sont jointes une soixantaine d'autres, dont attac, ont élaboré l'initiative fédérale « Entreprises responsables – pour protéger l'être humain et l'environnement ». Elle a été déposée en 2016.

Voici ce que l'initiative « Entreprises responsables » demande d'inscrire dans la constitution fédérale : « (Les) entreprises qui ont leur siège statutaire, leur administration centrale ou leur établissement principal en Suisse (…) doivent respecter également à l'étranger les droits de l'homme internationalement reconnus et les normes environnementales internationales (…) (Elles doivent notamment) prendre des mesures appropriées en vue de prévenir toute violation des droits de l'homme internationalement reconnus et des normes environnementales internationales, mettre fin aux violations existantes et rendre compte des mesures prises ; ces obligations s'appliquent aux entreprises contrôlées ainsi qu'à l'ensemble des relations d'affaires (…) (Le) législateur tient compte des besoins des petites et moyennes entreprises qui ne présentent de tels risques que dans une moindre mesure (…) (Les) entreprises sont également responsables du dommage causé par les entreprises qu'elles contrôlent (…) ».

Les débats parlementaires tournaient autour d'un possible contre-projet indirect, c'est-à-dire non pas une contre-proposition de modification constitutionnelle qui serait opposée à l'initiative lors du scrutin populaire, mais de nouvelles dispositions introduites dans certaines lois. Le but était de persuader le comité d'initiative de retirer celle-ci, vu que l'application de ces modifications légales pourrait être plus rapide. Le contre-projet indirect allait moins loin que l'initiative, mais conservait la notion de responsabilité, qui implique que les victimes de violations de droits humains et de normes environnementales peuvent porter plainte auprès des tribunaux suisses et demander réparation. La responsabilité devant les tribunaux suisses est un objectif essentiel de l'initiative ; or la droite, qui domine le parlement, n'en veut justement pas. En été 2019, ce contre-projet indirect a donc été refusé par le parlement en même temps que l'initiative, qui sera soumise à la votation populaire sans contre-projet. Or, avec les mobilisations pour le climat et l'environnement, les luttes des femmes, un certain glissement vers la gauche lors des élections parlementaires de 2019 ainsi que le travail soigneusement organisé du comité d'initiative et de ses centaines de comités locaux dans les communes et quartiers, les chances que le peuple accepte l'initiative ont augmenté. Elle jouit maintenant d'un soutien qui s'étend depuis les forces politiques présentes dès le début, le Parti socialiste, les Verts, en passant par des églises, un Comité bourgeois pour des entreprises responsables, le Parti évangélique, le Parti bourgeois-démocratique, les Verts'libéraux, les Jeunes Verts'libéraux, les Jeunes démocrates-chrétiens, et d'autres, jusqu'à une section de l'UDC.

Cette fois, les millions de francs que les adversaires sont prêts à engager dans la bataille ne feront peut-être pas l'affaire. Aussi en hiver 2019 la conseillère fédérale Keller-Sutter (PLR) a-t-elle fait in extremis le pas inhabituel de revenir au parlement sur un objet déjà traité : elle retourne avec un nouveau contre-projet indirect. Celui-ci est accepté par la droite, car les timides modifications de lois qu'il apporte n'exigent aucune responsabilité et se contentent d'un devoir de diligence avec obligation d'établir des rapports sur les minerais provenant de zones de conflit et sur le travail des enfants.

L'initiative sera mise au vote populaire le 29 novembre. Il va sans dire qu'attac espère la victoire du OUI et appelle à voter OUI.

Urs Spillmann

VOLKSINITIATIVE FÜR VERANTWORTUNGSVOLLE UNTERNEHMEN – ZUM SCHUTZ VON MENSCH UND UMWELT

Im Jahr 2011 billigte die UNO den Bericht des Menschenrechtsrats „UN-Leitprinzipien für Wirtschaft und Menschenrechte“, der verlangt, dass Staaten die Menschenrechte und Grundfreiheiten zu respektieren, schützen und umsetzen, dass Unternehmen sich an alle anwendbaren Gesetze halten und die Menschenrechte achten und dass angemessene und wirksame Rechtsmittel bei Verstössen zur Verfügung stehen.

Es gibt zu viele Beispiele von Menschenrechtsverletzungen und Umweltschäden durch Schweizer Konzerne, um sie alle hier zu nennen. Einige Namen tauchen immer wieder auf: Glencore (Zug) vertreibt Bevölkerungen, um Platz für Tagebaue zu schaffen, welche die Luft und das Wasser mit Schwermetallen vergiften. Syngenta (Basel) versprüht über ärmere Länder Pestizide, die bei uns als zu giftig verboten sind. Nestlé (Vevey) verkauft abgefülltes Wasser, geschöpft aus Grundwasser, das von der lokalen Bevölkerung benötigt wird, und verwendet Kakao, der zum Teil durch Kinderarbeit und in geschützten Wäldern angebaut wird.

Viele Staaten erlassen Gesetze in Übereinstimmung mit den UN-Prinzipien. In der Schweiz reichten im Juni 2012 rund 50 NGOs, Vereinigungen und Gewerkschaften eine Petition „Recht ohne Grenzen“ ein, die der Bundesrat mit Anerkennung des Handlungsbedarfs entgegennahm. Angesichts der Blockierung durch die konservative Rechte im Parlament arbeiteten die Organisationen, welche die Petition lanciert hatten, zusammen mit rund 60 anderen, darunter Attac, die Volksinitiative „Verantwortungsvolle Unternehmen – zum Schutz von Mensch und Umwelt“ aus. Sie kam 2016 zustande.

Die Initiative „Verantwortungsvolle Unternehmen“ verlangt, Folgendes in die Bundesverfassung aufzunehmen: „Unternehmen mit satzungsmässigem Sitz, Hauptverwaltung oder Hauptniederlassung in der Schweiz (…) haben auch im Ausland die international anerkannten Menschenrechte sowie die internationalen Umweltstandards zu respektieren (…) (Sie sind namentlich verpflichtet,) geeignete Massnahmen zur Verhütung von Verletzungen international anerkannter Menschenrechte und internationaler Umweltstandards zu ergreifen, bestehende Verletzungen zu beenden und Rechenschaft über ergriffene Massnahmen abzulegen; diese Pflichten gelten in Bezug auf kontrollierte Unternehmen sowie auf sämtliche Geschäftsbeziehungen (…) (Der Gesetzgeber nimmt) Rücksicht auf die Bedürfnisse kleiner und mittlerer Unternehmen, die geringe derartige Risiken aufweisen (…) Die Unternehmen haften auch für den Schaden, den durch sie kontrollierte Unternehmen (…) verursacht haben.“

Die Parlamentsdebatten drehten sich um einen möglichen indirekten Gegenvorschlag, d.h. nicht um einen Gegenentwurf für eine Verfassungsänderung, welche in der Volksabstimmung der Initiative gegenübergestellt würde, sondern um neue Bestimmungen, die in bestimmte Gesetze einzuführen wären. Ziel war es, das Initiativkomitee zu überzeugen, die Initiative zurückzuziehen, da diese Gesetzesänderungen schneller umgesetzt werden könnten. Der indirekte Gegenvorschlag ging weniger weit als die Initiative, behielt aber den Begriff der Verantwortung bei, was bedeutet, dass Opfer von Menschenrechts- und Umweltverletzungen bei den Schweizer Gerichten Klage einreichen und Wiedergutmachung verlangen können. Die Rechenschaft vor Schweizer Gerichten ist ein Hauptziel der Initiative, und eben das will die das Parlament dominierende Rechte nicht. Im Sommer 2019 wurde dieser indirekte Gegenvorschlag deshalb zusammen mit der Initiative vom Parlament abgelehnt; die Initiative wird dem Volk ohne Gegenvorschlag zur Abstimmung vorgelegt.

Doch mit den Klima- und Umweltmobilisierungen, den Kämpfen der Frauen, einem gewissen Linksruck bei den Parlamentswahlen 2019 und der sorgfältig organisierten Arbeit des Initiativkomitees und seiner Hunderte von Lokalkomitees in den Gemeinden und Quartieren sind die Chancen gestiegen, dass die Initiative vom Volk angenommen wird. Sie geniesst heute eine Unterstützung, die von den anfänglich präsenten politischen Kräften, der Sozialistischen Partei, den Grünen, über die Kirchen, ein Bürgerliches Komitee für Konzernverantwortung, die Evangelische Partei, die Bürgerlich-Demokratische Partei, die Grünliberalen, die Jungen Christdemokraten und andere bis hin zu einer SVP-Sektion reicht. Dieses Mal werden die Millionen Franken, welche die Gegner einzusetzen bereit sind, vielleicht nicht ausreichen.

Im Winter 2019 unternahm Bundesrätin Keller-Sutter (FDP) in letzter Minute den ungewöhnlichen Schritt, ein im Parlament bereits behandeltes Traktandum wieder aufzugreifen; sie kam mit einem neuen indirekten Gegenvorschlag zurück. Dieser wurde von der Rechten akzeptiert, denn seine zaghaften Gesetzesänderungen bestehen auf keinerlei Verantwortung und begnügen sich mit Sorgfaltspflichten und Berichten über Konfliktmineralien und Kinderarbeit.

Das Volk wird am 29. November über die Initiative abstimmen. Es versteht sich von selbst, dass Attac auf einen Sieg des JA hofft und aufruft, JA zu stimmen.

Urs Spillmann

COVID-19 : QUELLE RESPONSABILITÉ HUMAINE ?

Face à la pandémie du COVID-19 qui nous a toutes et tous frappé de plein fouet, nous nous sentons désemparé-e-s et de multiples interrogations subsistent: qu'est-ce qui a provoqué cette crise et qui en porte la responsabilité ? Le genre humain ? Ses modes de vie et d'exploitation des ressources naturelles ? Son système économique axé sur la croissance à n'importe quel prix ? Au prix du vivant tout entier, s'il le faut ?

Il apparaît clairement que nous portons une responsabilité dans la crise sanitaire actuelle. L'empreinte humaine laissée dans les écosystèmes à cause de l'activité économique débridée aurait entrainé l'apparition de virus inconnus pour l'être humain.

Pour comprendre comment et pourquoi cette pandémie est survenue, il faut se pencher sur le phénomène des zoonoses qui met en évidence le rapport entre le virus et la contamination humaine via des animaux qui servent de réservoirs à la maladie.

Ce qu'il est important de saisir, c'est que le COVID-19 est un virus animal qui a franchi la barrière des espèces pour infecter les êtres humains. Il s'inscrit dans un ensemble de facteurs liés aux perturbations environnementales favorisant l'émergence de ces agents infectieux chez l'humain.

Par le passé, certains scientifiques et épidémiologistes ont déjà avancé l'hypothèse que l'emprise de l'homme sur la planète et son invasion dans les écosystèmes pourrait créer des opportunités de sauts entre espèces, c'est-à-dire la capacité pour un agent pathogène de se transmettre d'une espèce à une autre alors qu'il en est normalement incapable. C'est de cette manière-là que nous, êtres humains, pourrions nous retrouver contaminé-e-s.

Le COVID-19, comme avant lui d'autres virus tels que Ebola, la rage, le SIDA ou le Zika, qui sont aussi des pathologies transmises par des animaux sortis de leur environnement, touchent ainsi les populations humaines parce que nous avons abattu les barrières naturelles entre nous et ces espèces sauvages animales. A travers la déforestation, l'élevage en batterie, l'étalement urbain, le braconnage, le trafic d'animaux sauvages, la dispersion d'animaux exotiques ou encore la dégradation des espaces naturels, nous déréglons les écosystèmes. De cette façon, des espèces se retrouvent loin de leur habitat naturel et en contact avec l'homme.

D'autre part, l'accroissement partout sur la planète des activités humaines sur la planète comme la déforestation, la création de plantations mais aussi d'infrastructures routières multiplient les contacts entre la population humaine et ce qui reste de la biodiversité sauvage et par conséquent perturbe l'équilibre des écosystèmes.

Ce serait donc nous, les êtres humains, qui aurions « déconfiné » ce type de virus. Ainsi, cette crise sanitaire serait le résultat de la crise écologique qui voit s'effondrer toutes les barrières biologiques.

L'OMS rapporte que 60% des maladies infectieuses seraient d'origine animale et que plus des deux tiers d'entre elles proviendraient d'animaux sauvages. En 60 ans, plus de 350 nouvelles maladies infectieuses sont apparues et la faune sauvage abriterait plus d'un million de virus encore inconnus.

Ce qui nous arrive aujourd'hui doit nous convaincre de repenser notre rapport à l'écologie. Il apparait que cette crise sanitaire est surtout la conséquence d'un certain dysfonctionnement économique qui pourrait véritablement nous noyer dans une crise systémique sans précédent. En définitive, on ne peut que tristement constater combien notre système économique néolibéral est dangereux aussi pour notre santé.

Pour s'informer davantage : l'article de la journaliste Sonia Shah « d'où viennent les coronavirus ? », paru dans le numéro de mars 2020 du *Monde diplomatique*.

Nadia Magnin

Pandemie

COVID-19 : WELCHE MENSCHLICHE VERANTWORTUNG ?

Wir stehen ratlos vor der COVID-19-Pandemie, die uns alle hart getroffen hat, ohne auf viele Fragen Antwort zu finden : Was hat diese Krise verursacht und wer trägt die Verantwortung dafür ? Die Menschheit ? Ihre Lebensweise und die Ausbeutung der natürlichen Ressourcen ? Ihr auf Wachstum um jeden Preis beruhendes Wirtschaftssystem ? Wenn nötig, um den Preis allen Lebens.

Wir tragen deutlich die Verantwortung für die gegenwärtige Gesundheitskrise. Die menschliche Prägung, welche die zügllose Wirtschaftsttätigkeit den Ökosystemen aufgdrückt hat, soll zur Entstehung von den Menschen unbekannten Viren geführt haben.

Wie und warum es zu dieser Pandemie kam, hilft uns das Phänomen der Zoonosen verstehen, das die Beziehung zwischen dem Virus und der Kontamination des Menschen durch als Reservoir für die Krankheit dienende Tiere erhellt.

Es ist wichtig zu verstehen, dass es sich bei COVID-19 um ein über die Artengrenze gesprungenes Tiervirus handelt, das die Menschen infiziert; das Glied einer Kette von mit Umweltstörungen zusammenhängenden Faktoren, die das Auftauchen dieser Infektionserreger beim Menschen begünstigen.

Einige Wissenschaftler und Epidemiologen haben übrigens schon in der Vergangenheit die Hypothese aufgestellt, der Einfluss des Menschen auf den Planeten und seine Invasion der Ökosysteme könnte den Sprung über die Artengrenze ermöglichen, d.h. die Fähigkeit eines Krankheitserregers, sich von einer Art auf eine andere auszubreiten, wozu er normalerweise nicht imstande ist. So könnten wir Menschen kontaminiert werden.

Vor COVID-19 entstanden Pathologien durch Ebola-, Tollwut-, AIDS- oder Zikaviren, die ebenfalls von aus ihrer Umgebung herausgeholten Tieren übertragen wurden und sich in der menschlichen Bevölkerung verbreiteten, weil wir die natürlichen Barrieren zwischen uns und in freier Wildnis lebenden Tierarten abgerissen haben. Durch Rodung, Massentierhaltung, Zersiedelung, Wilderei, Wildtierhandel, Verbreitung exotischer Tiere und Beschädigung von Naturgebieten stören wir Ökosysteme. Tierarten werden so aus ihrem natürlichen Lebensraum in Kontakt mit dem Menschen gebracht.

Andererseits erleichtern die zunehmenden menschlichen Eingriffe auf dem Planeten wie die Entwaldung, die Anlage von Plantagen, aber auch das Strassennetz die Kontakte zwischen der menschlichen Bevölkerung und dem, was von der freien biologischen Vielfalt übrig geblieben ist, und stören folglich das Gleichgewicht der Ökosysteme.

Wir Menschen hätten also diesen Virentyp aus dem „lockdown" entlassen. Somit wäre diese Gesundheitskrise das Ergebnis der ökologischen Krise, bei der alle biologischen Barrieren einstürzen.

Laut Berichten der WHO sind 60% der Infektionskrankheiten tierischen Ursprungs, wobei mehr als zwei Drittel davon von Wildtieren stammen. In 60 Jahren sind mehr als 350 neue Infektionskrankheiten aufgetaucht, und die Wildtiere beherbergen mehr als eine Million noch unbekannter Viren.

Was heute mit uns geschieht, muss uns überzeugen, unsere Beziehung zur Ökologie zu überdenken. Diese Gesundheitskrise scheint vor allem die Folge eines gewissen wirtschaftlichen Funktionierens zu sein, das uns tatsächlich in einer beispiellosen Systemkrise ertränken könnte. Wir können letztlich nur traurig feststellen, wie gefährlich unser neoliberales Wirtschaftssystem auch für unsere Gesundheit ist.

Für mehr Informationen : der Artikel der Journalistin Sonia Shah « d'où viennent les coronavirus ? », veröffentlicht in der Ausgabe März 2020 von *Le Monde diplomatique*.

Nadia Magnin

Votations

INITIATIVE FÉDÉRALE POUR UNE INTERDICTION DU FINANCEMENT DES PRODUCTEURS DE MATÉRIEL DE GUERRE

Cette initiative, lancée par le Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA) avec les Jeunes Ver-te-s et plus de 40 autres organisations en 2017 et déposée en 2018, vise à inscrire dans la constitution fédérale :

« Le financement des producteurs de matériel de guerre par la Banque nationale suisse, par les fondations, ainsi que par les institutions de la prévoyance publique et de la prévoyance professionnelle est interdit. Sont réputées producteurs de matériel de guerre les entreprises dont plus de 5 % du chiffre d'affaires annuel proviennent de la production de matériel de guerre. (…) La Confédération s'engage sur le plan national et international en faveur de la mise en place de conditions analogues applicables aux banques et aux assurances (…) ».

Le seuil de 5 % fait partie des critères ESG (environnementaux, sociaux, de gouvernance) de développement durable, dont plusieurs banques, caisses de pension et conseils en placements tiennent compte ou déclarent vouloir tenir compte. La Banque Nationale Suisse, qui place 800 milliards de francs, contribue au financement de 34 des 100 plus grands producteurs de matériel de guerre, dont des fabricants d'armes nucléaires et d'armes à sous-munitions. D'autre part, on estime qu'entre 4 et 12 milliards de francs des caisses de pension suisses vont à l'industrie d'armement.

Dans son message évidemment opposé à l'initiative, le Conseil fédéral craint pour la place financière suisse. Il affirme en outre que dans le secteur machines, équipements électriques et métallurgie, une grande partie des salariés produit du matériel de guerre selon la définition de l'initiative, dont l'acceptation résulterait en la disparition de nombreuses places de travail. Mais la Suisse a-t-elle vraiment besoin du commerce de la mort pour prospérer ? Si pour de nouveaux avions de combat, leur entretien compris, on peut dépenser 24 milliards de francs, n'a-t-on pas les moyens de créer de nouvelles places de travail socialement utiles, qui compenseraient la perte due à l'interdiction de fabriquer du matériel de guerre ? Pour ne donner qu'un exemple : le personnel des hôpitaux est en sous-effectif chronique, au bord de l'épuisement et mal payé.

Soutenue par les groupes socialiste et vert et rejetée par le Conseil national en mars 2020 et par le Conseil des États en juin 2020, l'initiative sera soumise au peuple lors des votations du 29 novembre 2020.

Attac dit OUI à l'interdiction du financement des producteurs de matériel de guerre et appelle à voter OUI le 29 novembre.

Urs Spillmann



VOLKSINITIATIVE FÜR EIN VERBOT DER FINANZIERUNG VON KRIEGSMATERIALPRODUZENTEN

Diese Initiative, die von der Gruppe für eine Schweiz ohne Armee (GsoA) zusammen mit den Jungen Grünen und mehr als 40 weiteren Organisationen im Jahr 2017 lanciert und 2018 eingereicht wurde, soll verschiedene Bestimmungen in die Bundesverfassung aufnehmen:

„Der Schweizerischen Nationalbank, Stiftungen sowie Einrichtungen der staatlichen und beruflichen Vorsorge ist die Finanzierung von Kriegsmaterialproduzenten untersagt. Als Kriegsmaterialproduzenten gelten Unternehmen, die mehr als fünf Prozent ihres Jahresumsatzes mit der Herstellung von Kriegsmaterial erzielen (...) Der Bund setzt sich auf nationaler und internationaler Ebene dafür ein, dass für Banken und Versicherungen entsprechende Bedingungen gelten (...)"

Die 5%-Hürde ist Teil der ESG-Kriterien (Environmental, Social, Governance) für nachhaltige Entwicklung, die mehrere Banken, Pensionskassen und Anlageberater berücksichtigen oder erklären, dass sie sie berücksichtigen wollen. Die Schweizerische Nationalbank, die 800 Milliarden Franken investiert, beteiligt sich an der Finanzierung von 34 der 100 grössten Produzenten von Kriegsmaterial, darunter Hersteller von Atomwaffen und Streumunition. Andererseits wird geschätzt, dass von Schweizer Pensionskassen zwischen vier und zwölf Milliarden Franken an die Rüstungsindustrie gehen.



In seiner Botschaft, die sich natürlich gegen die Initiative ausspricht, fürchtet der Bundesrat um den Finanzplatz Schweiz. Ferner behauptet er, dass ein grosser Teil der Beschäftigten in der Maschinen-, Elektro- und Metallindustrie Kriegsmaterial im Sinne der Initiative herstelle, deren Annahme den Verlust vieler Arbeitsplätze zur Folge hätte. Aber braucht die Schweiz für ihren Wohlstand wirklich das Geschäft mit dem Tod? Wenn für den Erwerb einschliesslich Wartung neuer Kampfflugzeuge 24 Milliarden Franken ausgegeben werden können, kann man es sich dann nicht leisten, neue, sozial nützliche Arbeitsplätze zu schaffen, die den Verlust von Arbeitsplätzen durch das Verbot der Produktion von Kriegsmaterial ausgleichen würden? Um nur ein Beispiel zu nennen: Das Spitalpersonal ist chronisch unterbesetzt, am Rande der Erschöpfung und schlecht bezahlt.

Die von der sozialdemokratischen und der grünen Fraktion unterstützte, vom Nationalrat im März 2020 und vom Ständerat im Juni 2020 abgelehnte Initiative wird am 29. November 2020 dem Volk zur Abstimmung vorgelegt.

Attac sagt JA zum Verbot der Finanzierung von Kriegsmaterialproduzenten und ruft auf, am 29. November JA zu stimmen.

Urs Spillmann

LEÇON DE PHILANTHROPIE : LE CAPITAL QUI SE FOUT DE LA CHARITÉ.

Fondations, oeuvres de bienfaisance. Depuis les années 90, le monde des affaires et de la finance se porterait garant d'un nouvel humanisme entrepreneurial, désormais connu sous le nom de philanthrocapitalisme. Mais que se cache-t-il derrière ce joli décor ?

Le philanthrocapitalisme peut se définir comme un phénomène où des personnalités extrêmement fortunées décident de consacrer une partie de leurs biens à des fins caritatives.
Ce concept permet de mettre en lumière le lien puissant qui existe entre les grandes industries et les fondations caritatives, ainsi que la capacité de ces dernières à exercer leur influence sur les politiques publiques et l'aide au développement.

Cet article a pour but de se pencher plus en détails sur les agissements de ces grandes institutions. Que soutiennent-elles et comment fonctionnent-elles ? D'où proviennent leurs fonds et comment leurs programmes sont-ils mis en oeuvre ? Retour sur une nouvelle manière de faire de la philanthropie.

Selon la revue *Alternatives économiques*, la Fondation Bill et Melinda Gates représente la fondation la plus riche au monde avec une dotation supérieure à 50 milliards de dollars. A son actif, réduction de la pauvreté, vaccination, éducation des filles et émancipation des femmes. On aurait envie de saluer le geste mais il faut savoir que, finalement, un très petit pourcentage est redistribué aux bonnes oeuvres. Selon Influence Watch, une ONG américaine, la fondation ne consacre que 5% de ses avoirs aux projets qu'elle soutient, le minimum légal pour bénéficier d'avantages fiscaux. Le reste de la fortune serait investi dans le fonds d'investissements de l'institution.

L'investissement pour le financement

Pour aller plus loin encore, il est important de comprendre que la Fondation Bill et Melinda Gates (BMGF) est une institution qui repose sur un fonctionnement strictement capitaliste. En effet, celle-ci se fonde sur un système de placements déposés via des fonds d'investissements. De cette manière, de l'argent serait placé dans le fonds d'investissements et les dividendes générés par ce dernier constitueraient l'unique source financière de la fondation.

Selon le journaliste français Lionel Astruc, une autre caractéristique bien particulière de ce système est que le financement de telles fondations s'opère à travers l'investissement dans certains secteurs très controversés tels que l'armement, les sociétés d'énergies fossiles les plus émettrices de gaz à effet de serre, les laboratoires pharmaceutiques, les OGM et l'industrie agro-alimentaire.

Par ailleurs, la Fondation Bill et Melinda Gates couvre des domaines très vastes tels que la santé, l'éducation et l'agriculture, mais il semblerait que, sous couvert de philanthropie, elle aiderait surtout de grands groupes à conquérir de nouveaux marchés (Astruc, « L'art de la fausse générosité. La fondation Bill et Melinda Gates »). On constate en effet que les entreprises actives dans le placement des capitaux de la Fondation BMGF font également partie de ce que l'on appelle des bénéficiaires des dons. Ceci a été le cas pour le groupe Coca-Cola qui, en 2014, a obtenu 538 millions d'euros de la Fondation BMGF et qui, par ailleurs, profitait de programmes destinés à former 50'000 agriculteurs au Kenya pour sa propre chaîne d'approvisionnement.

Une énorme prise dans le domaine de la santé publique internationale

Toujours selon Lionel Astruc, la Fondation aiderait surtout des ONG dont le siège serait basé aux USA et écarterait les ONG implantées localement, préférant que l'argent passe « par des pays riches ». Conséquence de cette pratique : dans le domaine de la santé par exemple, les ONG locales ou régionales ne seraient pas en mesure de financer et de mettre sur pied leurs infrastructures de recherche et de soins, les décisions s'opérant par le haut.

D'autre part, la Fondation préfère financer des programmes suscitant la création de marchés plutôt que des programmes permettant aux populations et aux communautés locales de s'autonomiser. On peut citer un exemple parlant dans la lutte contre le paludisme où un vaccin antipaludique, le Mosquirix, a été préféré à une plante, l'artemisia, qui se boit en tisane. Largement reconnue pour les bienfaits qu'elle pourrait avoir dans le traitement du paludisme, elle aurait pu être cultivée par les petits agriculteurs locaux. Toutefois, il s'avère que la Fondation BMGF aurait joué de son influence auprès de l'OMS pour faire pencher la balance en faveur du vaccin. En effet, le vaccin en question a été développé par la société britannique pharmaceutique GSK, contributrice financière indirecte de la Fondation, comme l'a révélé la revue scientifique britannique The Lancet.

Mais surtout, il apparaîtrait que la générosité de nos milliardaires soit du pain béni pour leur défiscalisation ! En effet, chaque don permet de faire une économie d'impôts non négligeable : en France, 60% des sommes versées par les entreprises et 66% par les particuliers peuvent faire l'objet d'une déduction fiscale.

Il faut aussi savoir que la générosité de nos riches donateurs finit par coûter aux contribuables, qui vont indirectement se retrouver à financer une partie des projets lancés par les grandes fondations. Prenons par exemple LVMH, Louis Vuitton pour les intimes, qui en 2014 a ouvert un musée pharaonique à

Paris en hommage à sa propre fondation. Sur les 800 millions d'euros qu'a coûté le bâtiment, 520 millions ont été en réalité assumés par les contribuables français.
Ne nous laissons donc pas impressionner par ces milliardaires si généreux car leurs intentions ne sont pas aussi louables qu'ils le prétendent. Voyons clair dans leur jeu puisque, pour eux, l'action caritative est avant tout un investissement qui doit rapporter comme n'importe quel autre business, un moyen d'étaler leur fortune dans des galas de charité extravagants et de profiter de fonds défiscalisés pour réinvestir dans des affaires rentables.

Nadia Magnin



LEKTION IN PHILANTHROPIE: DAS KAPITAL, DEM DIE NÄCHSTENLIEBE FREMD IST.

Stiftungen, wohltätige Zwecke. Seit den 90er Jahren setzt sich die Geschäfts- und Finanzwelt angeblich für einen neuen unternehmerischen Humanismus ein, den sogenannten Philanthrokapitalismus. Was steckt jedoch hinter diesem hübschen Dekor?

Als Philanthrokapitalismus kann man das Phänomen definieren, bei dem extrem begüterte Leute beschliessen, einen Teil ihres Vermögens wohltätigen Zwecken zu widmen.
Dieses Konzept beleuchtet die starke Verbindung zwischen der Grossindustrie und wohltätigen Stiftungen sowie die Fähigkeit letzterer, öffentliche Politik und Entwicklungshilfe zu beeinflussen.

Wir wollen hier die Umtriebe dieser Grossinstitutionen genauer unter die Lupe zu nehmen. Was unterstützen sie und wie funktionieren sie? Woher kommt ihr Geld und wie werden ihre Programme umgesetzt? Ein Rückblick auf eine neue Art, Philanthropie zu treiben.

Nach Angaben der Zeitschrift Alternatives économiques ist die „Bill-und-Melinda-Gates-Stiftung" mit einem Vermögen von über 50 Milliarden Dollar die reichste Stiftung der Welt. Sie hat sich um Armutsbekämpfung, Impfung, Bildung für Mädchen und Emanzipation der Frau verdient gemacht. Wir möchten diese Taten begrüssen, aber man muss doch wissen, dass schlussendlich nur ein sehr kleiner Prozentsatz an gute Werke umverteilt wird. Laut Influence Watch, einer amerikanischen NGO, wendet die Stiftung nur 5% ihres Vermögens an von ihr unterstützte Projekte, das heisst das gesetzliche Minimum, um in den Genuss von Steuervorteilen zu kommen. Der Rest des Vermögens sei im Investitionsfonds der Institution angelegt.

Investition zur Finanzierung

Um noch weiter zu gehen, ist es wichtig zu verstehen, dass die Institution der Bill-und-Melinda-Gates-Stiftung (BMGS) auf einer streng kapitalistischen Funktionsweise beruht. Sie fusst nämlich auf einem Vermögensanlagesystem über Investitionsfonds. Auf diese Weise würde das Geld in den Investitionsfonds gesteckt, und die von diesem erzeugten Dividenden bildeten die einzige Finanzquelle der Stiftung.

Dem französischen Journalisten Lionel Astruc zufolge hat dieses Systems die ganz besondere Eigenart, dass die Finanzierung solcher Stiftungen über Investitionen in bestimmten sehr umstrittenen Sektoren erfolgt wie die Rüstung, die am meisten Treibhausgase ausstossenden Fossilbrennstoff-Konzerne, die Pharmaindustrie, GVOs und die Agrar- und Lebensmittelindustrie. Darüber hinaus erstreckt sich die BMG-Stiftung über sehr weite Bereiche wie Gesundheit, Bildung und Landwirtschaft, scheint aber unter dem Deckmantel der Philanthropie vor allem grossen Konzernen bei der Eroberung neuer Märkte behilflich zu sein (Astruc, « L'art de la fausse générosité. La fondation Bill et Melinda Gates »). Man stellt in der Tat fest, dass sich mit der Anlage des BMG-Stiftungskapitals befassende Unternehmen ebenfalls zu den sogenannten Spendenempfängern gehören. Dies war beim Coca-Cola-Konzern der Fall, der im Jahr 2014 538 Millionen Euro von der BMGS erhielt und darüber hinaus Programme zur Ausbildung von 50.000 Bauern in Kenia für die eigene Lieferkette nutzen konnte.

Ein enormer Fang im internationalen Gesundheits-Sektor

Laut Lionel Astruc würde die Stiftung vor allem in den USA ansässigen NGOs helfen und lokal verwurzelte NGOs ausschliessen, weil sie es vorziehe, das Geld „durch reiche Länder" fliessen zu lassen. Dieses Vorgehen habe zur Folge, dass z.B. im Gesundheitsbereich lokale oder regionale NGOs nicht in der Lage sind, ihre Forschungs- und Versorgungsinfrastrukturen zu finanzieren und aufzubauen, da die Entscheidungen von oben getroffen werden.

Andererseits finanziert die Stiftung lieber Programme, die Märkte schaffen, als Programme, welche es der lokalen Bevölkerung und den Gemeinschaften ermöglichen, autonom zu werden. Ein aufschlussreiches Beispiel findet sich in der Malaria-Bekämpfung, wo der Malaria-Impfstoff Mosquirix der Pflanze Artemisia bevorzugt wird, welche als Kräutertee getrunken wird. Die Artemisia ist weithin für ihre potenzielle Wirksamkeit bei der Behandlung von Malaria anerkannt und hätte von lokalen Kleinbauern angebaut werden können. Es erweist sich jedoch, dass der Einfluss der BMG-Stiftung bei der WHO den Ausschlag zugunsten des Impfstoffs gab. Der fragliche Impfstoff wurde nämlich vom britischen Pharmaunternehmen GSK entwickelt, einem indirekten Geldgeber der Stiftung, wie die britische wissenschaftliche Zeitschrift The Lancet enthüllte.

Unsere Milliardäre werden offenbar für ihre Grosszügigkeit mit Steuererleichterungen gesegnet! In der Tat ermöglicht jede Spende eine erhebliche Steuerersparnis: In Frankreich können 60 % der von Unternehmen und 66 % der von Privatpersonen gezahlten Beträge von den Steuern abgezogen werden.

Es ist auch wichtig zu wissen, dass die Grosszügigkeit unserer reichen Spender am Ende die Steuerzahler belastet, die sich in der Lage befinden, indirekt einen Teil der von den grossen Stiftungen lancierten Projekte zu finanzieren. Nehmen Sie zum Beispiel die Gruppe LVMH, Louis Vuitton für Vertraute, die zu Ehren ihrer eigenen Stiftung 2014 ein pharaonisches Museum in Paris eröffnete. Von den 800 Millionen Euro Baukosten wurden in Wirklichkeit 520 Millionen von den französischen Steuerzahlern getragen.

Lassen wir uns also nicht von diesen so grosszügigen Milliardären beeindrucken,

denn ihre Absichten sind nicht so löblich wie sie vorgeben. Setzen wir uns über ihr Spiel ins Klare, denn Wohltätigkeit ist für sie in erster Linie eine Investition, die sich wie jedes andere Unternehmen auch auszahlen soll, eine Möglichkeit, ihr Vermögen in extravaganten Wohltätigkeits-Galas zur Schau zu stellen und mit Hilfe steuerfreier Fonds in profitable Geschäfte zu reinvestieren.

Nadia Magnin



POURQUOI LE CHOCOLAT PROVENANT DE L'ÉTRANGER EST OK, MAIS PAS CELUI D'ENTREPRISES SUISSES ?

Avec de tels slogans, le lobby des multinationales tente d'instiller le doute avant le vote sur l'initiative « Entreprises responsables – pour protéger l'être humain et l'environnement » appelée aussi initiative « Multinationales responsables ». Cela me rappelle un argument d'écolier pas très mature : « Toi papa – tout le monde a le droit de faire ça, sauf moi ». Selon ce raisonnement, « qualité suisse » signifierait donc, en bref et en clair, que les entreprises suisses doivent pouvoir se livrer à des pratiques commerciales de dommages et de souffrances, et ceci avec la bénédiction de la Suisse puisque d'autres le font ? Veut-on nous persuader que si d'autres violent les droits humains, nous devrions nous aussi le faire pour ne pas en sortir perdants ? Nous entendons ici le vieux conte d'horreur machiavélique, selon lequel la victoire est au plus cruel – l'humanité serait une triste communauté s'il en était vraiment ainsi –. Heureusement, l'histoire nous montre aussi un portrait tout différent de nous-mêmes [(1)].

Pourtant le Conseil fédéral joue malheureusement aussi du clavier Machiavel. Comment expliquer que d'un côté notre gouvernement s'est engagé à respecter les principes directeurs de l'ONU, alors que de l'autre il s'oppose maintenant à la mise en œuvre contraignante de ces mêmes engagements ?

Les lignes directrices des Nations Unies sur les entreprises et les droits humains, adoptées à l'unanimité en 2011, présentent un cadre de référence complet et internationalement reconnu pour les États et les entreprises [(2)] :

- les États ont le devoir de protéger les individus contre les violations des droits humains par les entreprises ;

- les entreprises ont la responsabilité de respecter les droits humains. L'élément central de cette responsabilité est constitué par des dispositions relatives à l'exercice d'une diligence raisonnable pour empêcher d'éventuelles violations des droits humains.

La conseillère fédérale Karin Keller-Sutter se déclare pompeusement favorable au contre-projet et opposée à l'initiative. Elle invite ainsi les multinationales à la rédaction de brochures sur papier glacé et s'oppose à des règles fermes. Comme le montrent des recherches par la « Wochenzeitung », elle agit à la suite d'un lobbying subi de la part de « Swiss-Holdings » pendant des mois, en s'ingérant dans le travail parlementaire d'une manière tout à fait inhabituelle et méprisante [(3)].

Avec désinvolture, le Conseil fédéral va maintenant jusqu'à affirmer que déjà aujourd'hui les entreprises seraient tenues pour responsables des dommages. Mais quelle est l'utilité de la réglementation actuelle, si dans les pays de production nos entreprises nuisent de manière irréversible à la santé de villages entiers par des gaz d'échappement ou des rejets dans l'atmosphère [(4)] ? Comment se fait-il que depuis des années des entreprises suisses sont encore et toujours impliquées dans des cas de travail d'enfants [(5)] ? Quelle est l'efficacité des mesures de protection si des multinationales suisses continuent de rendre malades des ouvriers et des ouvrières, ou même de les tuer par l'exportation de pesticides interdits dans notre pays [(6)] ? Comment se peut-il qu'à l'étranger des entreprises suisses piétinent les droits des travailleurs [(7)] ?

Selon Madame Keller-Sutter la partie plaignante doit, en vertu du droit actuel, prouver qu'une entreprise ne respecte pas la réglementation. En réalité, les travailleurs à l'étranger, qui défendent leurs droits ou s'organisent en syndicats (un droit humain !), doivent souvent s'attendre au harcèlement et à la perte de leur emploi. Les parents des morts doivent souvent non seulement accepter la perte, mais se trouvent en outre démunis, n'ayant pas les moyens nécessaires pour des procédures compliquées. De telles circonstances mettent en évidence combien il est absurde de prétendre qu'avec la responsabilité des multinationales on ferait du colonialisme de droite. Car il ne s'agit aucunement de l'application par des tribunaux régionaux suisses du droit suisse à l'étranger, mais du respect des normes internationales également par les multinationales suisses. De toute façon, de telles jurisprudences sont en vigueur dans d'autres domaines tels que la Loi fédérale sur les prestations de sécurité privées fournies à l'étranger et ne sont donc pas nouvelles.

Comme le dit le Conseil fédéral lui-même, la plupart des entreprises qui ont leur siège en Suisse respectent heureusement déjà leurs obligations de diligence. Mais certains moutons noirs se défendent avec véhémence contre toute réglementation par la loi. Or, même dans le monde de l'économie, de nombreux en-

(1) Der niederländische Autor und Philosoph Rutger Bregman schreibt sogar davon, dass es in der Geschichte der Menschheit eher ein "survival of the friendliest" gab. "Im Grunde gut", Rowohlt 2020 (2) http://www.skmr.ch/cms/upload/pdf/140522_leitprinzipien_wirtschaft_und_menschenrechte.pdf (3) https://www.woz.ch/1934/konzerne/die-panikreaktion (4) https://konzern-initiative.ch/beispiel/lafargeholcim/
(5) https://www.srf.ch/news/schweiz/kinderarbeit-fuer-schweizer-ladenketten
https://humanrights.ch/de/ipf/menschenrechte/kinder/kinderarbeit-verantwortung-schweizer-unternehmen
https://theworldnews.net/ch-news/schmutziges-gold-kommt-uber-dubai-in-die-schweiz
(6) https://www.publiceye.ch/de/themen/pestizide/yavatmal-deutlich-mehr-vergiftungen-mit-syngenta-pestizid-als-bislang-bekannt (7) https://www.infosperber.ch/FreiheitRecht/Chiquita-Schmutziges-Bananen-Geschaft (8) https://www.tagesschau.de/wirtschaft/lieferkettengesetz-faq-101.ht

trepreneurs conscients de leurs responsabilités voient plutôt un avantage dans l'acceptation de l'initiative: les lacunes dans la législation n'offriraient plus aux concurrents sans scrupule des avantages de compétition. Au lieu de cela, si l'initiative est acceptée, la Suisse pourra sortir gagnante grâce à la demande mondialement croissante par les consommatrices et les consommateurs de biens issus d'une production équitable.
Après tout, la Suisse ne serait pas le premier pays à imposer des sanctions en cas de violation des droits humains par des entreprises. Aux États-Unis il était possible dès les années 1990 d'engager de telles procédures sur la base du «Alien tort claims act». Un consortium formé d'une société américaine et du géant pétrolier Total fut ainsi accusé d'avoir collaboré avec des tortionnaires de l'armée lors de la construction d'un oléoduc à travers la Birmanie. Il est vrai qu'en 2013 la Cour suprême des États-Unis fmit un terme à l'application de cette loi, mais pendant le temps qu'elle était appliquée, on put constater que la crainte de désavantages pour l'économie américaine n'était pas fondées.
Tout comme l'initiative suisse pour des entreprises responsables, une loi de devoir de diligence est actuellement discutée en Allemagne. Ce projet, basé lui aussi sur l'acceptation des Principes directeurs de l'ONU de 2011, est devenue nécessaire parce que l'effet des mesures volontaires prises par les multinationales était insuffisant. Cette loi prévoit elle aussi un droit d'action en justice pour les personnes concernées [8]. Si la Suisse veut de nouveau s'attarder à faire bande à part comme lorsqu'il fallait empêcher des combines d'évasion fiscale, cela pourrait finalement se révéler un boomerang, même pour nos entreprises.

Quel cabotinage pour ce qui devrait aller de soi

2011

Les **Principes directeurs de l'OCDE** à l'intention des entreprises multinationales constatent que des entreprises ayant des activités internationales pourraient être tentées de négliger certains principes ou certaines normes de conduite adéquats afin d'obtenir un avantage concurrentiel indu et, comme le Conseil fédéral le constate lui aussi, les conséquences les plus graves de cette situation sont les violations des droits humains et les atteintes à l'environnement.

Pour la première fois, les **Principes directeurs de l'ONU** relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme fournissent aux États et aux entreprises un cadre de référence complet et internationalement reconnu pour relever les défis mentionnés ci-dessus. Ils reposent sur trois piliers: *obligation incombant à l'État de protéger les droits humains, responsabilité incombant aux entreprises de respecter les droits humains, accès à la protection juridique et au droit à la réparation*. Au moment de la publication de cette mise au point, treize États avaient déjà publié des plans d'action nationaux la concernant, et 22 autres pays s'étaient engagés à en élaborer. Une coalition d'environ 50 ONG suisses a ainsi lancé la pétition «Droit sans frontières». Aux yeux de John Ruggie, professeur de droits humains et de relations internationales à Harvard, l'auteur des Principes directeurs de l'ONU relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, la Suisse risque de se retrouver seule, si elle ne prend pas de dispositions appropriées.

2013

La Loi fédérale sur les prestations de sécurité privées fournies à l'étranger (LPSP) est adoptée. Elle oblige les entreprises de sécurité privée ayant des liens suffisants avec la Suisse - y ayant par exemple leur siège statutaire - à respecter dans leurs activités à l'étranger le Code de conduite international des entreprises de sécurité privées (ICoCA). ***Les droits humains doivent être respectés quelle que soit la situation juridique dans les États concernés***. Dans ce domaine particulier, il existe donc déjà une loi suisse avec des règles de responsabilité telles que les exige l'initiative «Multinationales responsables»

2015

Un processus parlementaire en mars est suivi d'un étonnant thriller de votations. Lors du premier vote, la pétition «Droit sans frontières» est acceptée avec la voix prépondérante du président du Conseil. Mécontente du résultat, la lobbyiste d'Economiesuisse rameute les parlementaires. Sous la pression du PDC et des associations d'entreprises, une proposition de réexamen est présentée (citation d'un politicien vedette du PDC: «Oh, j'ai appuyé sur le mauvais bouton...»). Quelques minutes avant la fin de la session, le Conseil national revote. Cette fois, la motion est rejetée à 95 voix contre 86. Ces développements, ainsi que l'impression laissée par de nouvelles violations des droits humains impliquant des entreprises suisses, incitent PublicEye et 65 autres organisations à lancer l'initiative «Multinationales responsables».

2016

L'initiative est présentée avec plus de 120'000 signatures. Cinq ans après l'adoption des lignes directrices Ruggie, le Conseil fédéral lance un «Plan d'action national entreprises et droits de l'homme». Les 50 outils de politique qu'il contient sont basés sur le principe du volontariat, en renonçant à des instruments contraignants.

2017

Selon une enquête représentative menée par l'institut de sondage GFS de Zurich, l'initiative bénéficie d'un large soutien dans la population, avec 77 % d'approbation. Depuis cette année-là, le parlement délibère de la question s'il faut opposer à l'initiative un contre-projet.

2018

Le 14 juin 2018, le Conseil national approuve un contre-projet indirect (dans le cadre de la révision du droit de la société anonyme). Une enquête réalisée

pour le compte des initiant(e)s montre que 74% des personnes interrogées approuvent l'initiative « Pour des multinationales responsables ».

2019

En février la Commission juridique du Conseil des États affaiblit encore le contre-projet indirect et en mars elle décide de ne pas entrer en matière sur un contre-projet indirect (dans le cadre de la révision du droit de la société anonyme). Cependant, la Commission des affaires juridiques du Conseil national maintient le contre-projet indirect.

Un revirement soudain a lieu en août. Tout à coup, la conseillère fédérale Karin Keller-Sutter amène l'idée de n'opposer à l'initiative « Multinationales responsables » qu'une obligation pour les entreprises d'établir des rapports, sans dispositions de responsabilité. Apparemment, la conseillère fédérale a subi pendant des mois le lobbying par Swiss-Holdings pour cette proposition. Avec sa manœuvre, Madame Keller-Sutter vise le Conseil des États : elle veut éviter qu'il s'aligne sur le contre-projet d'envergure du Conseil national. Une intervention aussi tardive d'une conseillère fédérale dans le travail parlementaire est surprenante car elle n'est pas d'usage en Suisse. En fait, la date du vote sur l'initiative aurait dû être fixée depuis longtemps. Or à la demande personnelle inhabituelle du conseiller aux États Ruedi Noser, le débat sur cette initiative a été reporté à la session d'hiver (M. Noser siège au Conseil d'administration d'Economiesuisse). Divers actrices et acteurs impliqué-e-s parlent d'une manœuvre politique pour épargner aux politicien-ne-s bourgeoi-se-s de devoir critiquer avant les élections une initiative jouissant d'une telle faveur auprès du public. Dans les quelques jours qui suivent, plus de 50'000 personnes signent une lettre de protestation contre la manœuvre dilatoire de Noser. En décembre, le Conseil des États se prononce contre des dispositions de responsabilité des entreprises suisses.

2020

Cependant en janvier la Commission juridique du Conseil national maintient la disposition de responsabilité. En mars, le Conseil des États maintient sa proposition à lui, tandis que le Conseil national s'en tient également à la sienne. Le 16 mars, la session se termine prématurément en raison de la pandémie.

Les chiffres du sondage recueillis entre le 5 et le 12 mai montrent que 78% des personnes interrogées voteraient en faveur de l'initiative. Le 3 juin, littéralement à la dernière minute avant la conférence de conciliation entre le Conseil national et le Conseil des États, la plus grande entreprise alimentaire du monde, Nestlé, lance son propre contre-projet. Des choses étranges se produisent lors de la conférence de conciliation elle-même. Certains partis n'y envoient pas leurs représentant-e-s qui connaissent bien le dossier, mais des politicie-ne-s dont le comportement est plus facile à contrôler. Il est maintenant clair qu'il n'y aura pas de contre-projet efficace face à l'initiative. Le lobby des multinationales a triomphé.

Entre-temps les associations professionnelles ont démarré une campagne de relations publiques contre l'initiative, à coups de plusieurs millions de francs. Avec sa publicité déguisée en fact-check, TX-group (anciennement Tamedia) s'est même attiré un blâme du Conseil suisse de la presse.

En août, la Sonntagszeitung a fait état d'un accord en coulisse entre Economiesuisse et l'Union suisse des paysans : celle-ci prend position contre l'initiative « Multinationales responsables », et en contrepartie Economiesuisse va jusqu'à combattre la politique agricole ultralibérale(!) de la Confédération.

Thomas Dorizzi

SCHWEIZER SCHOGGI SOLL NICHT OK SEIN, ABER AUSLÄNDISCHE SCHON ?

Mit derartigen Parolen versucht die Konzern-Lobby Stimmberechtigte bei der Abstimmung zur Konzernverantwortungs-Initiative (KOVI) zu verunsichern. Mich erinnert es an eine nicht sehr reife Argumentation von Schulkindern: „Du Papi - alle dürfen das, nur ich nicht." Verkürzt und zugespitzt würde nach dieser Lesart „CH-Qualität" dann also bedeuten, dass Schweizer Konzerne umweltschädigenden und quälerischen Geschäftspraktiken nachgehen können sollen, mit dem Segen der Schweiz, einfach weil es andere tun? Man versucht uns einzureden, wenn andere Menschenrechte verletzten, müssten wir das auch, um nicht den Kürzeren zu ziehen? Da klingt das alte machiavellische Schauermärchen an, dass der Grausamste gewinne - die Menschheit müsste eine traurige Lebensgemeinschaft sein, wenn dem wirklich so wäre. Glücklicherweise zeigt uns die Geschichte auch ein ganz anderes Bild von uns (1).

Doch leider spielt der Bundesrat auch auf der Machiavelli-Klaviatur. Wie kann man erklären, dass sich unsere Regierung zwar auf der einen Seite den UNO-Leitprinzipien verpflichtet hat, sich nun aber andererseits gegen die verbindliche Umsetzung genau dieser Verpflichtungen stellt?
Die 2011 einstimmig verabschiedeten UNO-Leitprinzipien für Wirtschaft und Menschenrechte geben den Staaten und den Unternehmen einen umfassenden, international anerkannten Referenzrahmen vor (2):

- Die Staaten trifft eine Pflicht, Individuen vor menschenrechtlichen Beeinträchtigungen durch Unternehmen zu schützen.

- Unternehmen trifft eine Verantwortung zur Respektierung der Menschenrechte. Kernelement dieser Verantwortung ist die Anwendung eines Instruments der Sorgfaltsprüfung zur Verhinderung möglicher Menschenrechtsverletzungen.

Bundesrätin Keller-Sutter spricht sich vollmundig für den Gegenvorschlag und gegen die Initiative aus. Sie wirbt damit für die Abfassung von Hochglanz-Broschüren durch die Konzerne und stellt sich gegen griffige Regeln. Das tut sie, wie die WOZ recherchiert hat, nachdem Swiss-Holdings monatelang genau für eine solche Umsetzung lobbyiert hat und nachdem sie selbst auf ganz unübliche und herablassende Art in den parlamentarischen Prozess eingriff (3).

Der Bundesrat geht jetzt sogar soweit, dreist zu behaupten, dass Unternehmen auch heute schon für Schäden haften würden. Was aber nützt die aktuelle Regelung, wenn unsere Konzerne in Produktionsländern die Gesundheit ganzer Dörfer durch Abgase oder Abluft irreversibel schädigen (4)? Wie kann es sein, dass Schweizer Firmen seit Jahren immer wieder in Fälle von Kinderarbeit involviert sind (5)? Wie effektiv wirken die Schutzmechanismen, wenn Schweizer Konzerne durch den Export von bei uns verbotenen Pestiziden weiter Arbeiter_innen krank machen oder sogar töten (6)? Wie ist es möglich, dass Schweizer Konzerne im Ausland Arbeitnehmerrechte mit Füssen treten (7)?
Gemäss Keller-Sutter muss die klagende Partei laut heutigem Recht die Nichteinhaltung der Vorschriften eines Unternehmens belegen. Tatsächlich aber müssen Arbeiter_innen, die sich für ihre Rechte einsetzen oder in Gewerkschaften organisieren (ein Menschenrecht!) im Ausland oft mit Schikanen und Jobverlust rechnen. Angehörige von Todesopfern müssen oft nicht nur den Verlust hinnehmen, sondern stehen auch noch mittellos da und können sich keine umständlichen Verfahren leisten.
Bei solchen Gegebenheiten erscheint es absurd zu behaupten, mit der Konzernverantwortung würde man Rechts-Kolonialismus betreiben. Denn entlarvenderweise geht es ja gar nicht darum, dass Schweizer Regionalgerichte Schweizer Recht im Ausland durchführen, sondern dass internationale Standards auch von Schweizer Konzernen respektiert werden. Solche Rechtsprechungen sind in anderen Bereichen wie dem Schweizer Sicherheitsdienstleistungsgesetz sowieso in Kraft und somit nichts Neues.
Wie selbst der Bundesrat sagt, halten sich glücklicherweise die meisten der bei uns ansässigen Firmen bereits an ihre Sorgfaltspflichten. Aber einige schwarze Schafe wehren sich mit aller Vehemenz gegen eine gesetzliche Regelung. Doch auch in der Wirtschaft sehen viele verantwortungsvolle Unternehmer eher einen Vorteil darin, dass Mitbewerber, welche Rechtslücken ausnützen, nach Annahme der Initiative keinen Wettbewerbsvorteil mehr aus ihrer Skrupellosigkeit ziehen können. Stattdessen könnte die Schweiz bei einer Annahme durch die weltweit steigende Nachfrage bewusster Konsument_innen nach fair produzierten Gütern gewinnen.
Die Schweiz wäre auch nicht das erste Land, das eine verbindliche Ahndung von Menschenrechtsverstössen gegen Konzerne durchsetzen würde. Schon in den 90er-Jahren war es in den USA möglich, aufgrund des sog. ATCA-Gesetzes solche Verfahren zu führen. So wurde etwa ein Konsortium eines US-Unternehmens und des Ölriesen Total dafür angeklagt, beim Bau einer Pipeline über Burma mit folternden Armeeangehörigen zusammengearbeitet zu haben. Der US-Supreme Court unterband zwar 2013 die weitere Anwendung dieses Gesetzes, doch zeigte sich in der Zeit, in der es angewendet werden konnte, dass sich die Befürchtung von Nachteilen für die US-Wirtschaft nicht bewahrheitete.
Ganz ähnlich wie die Konzernverantwortungsinitiative der Schweiz wird aktuell in Deutschland ein Sorgfaltspflichtengesetz diskutiert. Auch dieser Vorstoss geht auf die Annahme der UN-Leitprinzipien 2011 zurück und wurde nötig, nachdem freiwillige Massnahmen der Konzerne zu wenig verfingen. Und auch dieses Gesetz sieht Klagerechte für Be-

troffene vor. Ausserdem planen die Minister, eine EU-weite Regelung einzuführen [8]. Wenn die Schweiz nun wieder, wie beim Schliessen der Schlupflöcher gegen Steuerhinterziehung, lange Abseits steht, könnte sich das letztlich sogar für unsere Konzerne als Bumerang erweisen.

Was für ein Schmierentheater um etwas, das eigentlich selbstverständlich sein sollte

2011

In den **OECD-Leitsätzen** zu multinationalen Unternehmen wird festgehalten:

„International tätige Unternehmen sind – etwa im Streben nach Wettbewerbsvorteilen – mitunter versucht, die Einhaltung angemessener Verhaltensgrundsätze und Standards zu vernachlässigen." Zu den schwerwiegendsten Folgen davon zählen, wie auch der Bundesrat festhält, Menschenrechtsverletzungen und Umweltverschmutzungen.

Die **UNO-Leitprinzipien** für Wirtschaft und Menschenrechte geben den Staaten und den Unternehmen erstmals einen umfassenden, international anerkannten Referenzrahmen vor, um den erwähnten Herausforderungen zu begegnen. Sie stützen sich dabei auf drei Säulen: *Staatliche Schutzpflicht, Unternehmerische Respektierungsverantwortung, Zugang zu Rechtsschutz und Wiedergutmachung.*

Zum Zeitpunkt der Veröffentlichung dieser Erläuterungen wurden von 13 Staaten bereits nationale Aktionspläne dazu publiziert, weitere 22 Länder haben sich zur Erarbeitung verpflichtet. So lancierte eine Koalition von rund 50 Schweizer Nichtregierungsorganisationen die Petition „Recht ohne Grenzen". In den Augen von John Ruggie, Professor für Menschenrechte und internationale Beziehungen in Harvard sowie Autor und Namensgeber der Uno-Leitprinzipien für Wirtschaft und Menschenrechte, riskiert die Schweiz den Alleingang, wenn sie keine entsprechenden Regelungen trifft.

2013

Wird das Gesetz über die im Ausland erbrachten privaten Sicherheitsdienstleistungen (BPS) verabschiedet. Es verpflichtet private Sicherheitsunternehmen mit hinreichendem Schweizbezug (z.B. inländischem Sitz) bei ihren Auslandsaktivitäten zur Einhaltung des internationalen Verhaltenskodex für private Sicherheitsdienstleister (ICoC). Die ***Menschenrechte sind unabhängig von der Rechtslage in den betroffenen Staaten einzuhalten***. In diesem speziellen Bereich gibt es also bereits ein Schweizer Gesetz, das Haftungsregeln kennt, wie sie bei der KOVI gefordert werden.

2015

Nach einem parlamentarischen Prozess kam es im März zu einem bemerkenswerten Abstimmungskrimi. Bei der ersten Abstimmung wurde die Petition „Recht ohne Grenzen" mit Stichentscheid des Ratspräsidenten angenommen. Die Lobbyistin von Economiesuisse störte sich an diesem Resultat und trommelte die Parlamentarier zusammen. Auf Druck der CVP und der Wirtschaftsverbände wurde später ein Rückkommensantrag gestellt (Zitat eines CVP-Spitzenpolitikers: „Oh, ich habe den falschen Knopf gedrückt…"). Wenige Minuten vor Ende der Sitzung stimmte der Nationalrat erneut ab. Diesmal wurde die Motion mit 95 zu 86 Stimmen abgelehnt.

Aufgrund dieser Entwicklungen und unter dem Eindruck weiterer Menschenrechtsverletzungen, an denen Schweizer Konzerne beteiligt waren, haben PublicEye und 65 anderen Organisationen die Konzernverantwortungsinitiative lanciert.

2016

Die Initiative wird mit über 120000 Unterschriften eingereicht. Fünf Jahre nach der Verabschiedung der Ruggie-Leitlinien lanciert der Bundesrat einen „Nationalen Aktionsplan für Menschenrechte". Die darin enthaltenen 50 Politikinstrumente basieren auf dem Prinzip der Freiwilligkeit, auf verbindliche Instrumente wird verzichtet.

2017

Gemäss einer repräsentativen Umfrage des Forschungsinstituts GFS Zürich erfährt die Initiative mit 77 Prozent eine grosse Zustimmung in der Bevölkerung. Seit diesem Jahr berät das Parlament darüber, ob der Initiative ein Gegenvorschlag entgegengesetzt werden soll.

2018

Am 14. Juni 2018 stimmt der Nationalrat einem indirekten Gegenvorschlag (im Rahmen der Aktienrechtsrevision) zu. Eine im Auftrag der Initianten/-innen durchgeführte Umfrage ergibt bei den Befragten eine Zustimmung zur Konzernverantwortungsinitiative von 74 Prozent.

(1) Der niederländische Autor und Philosoph Rutger Bregman schreibt sogar davon, dass es in der Geschichte der Menschheit eher ein "survival of the friendliest" gab. "Im Grunde gut", Rowohlt 2020 (2) http://www.skmr.ch/cms/upload/pdf/140522_leitprinzipien_wirtschaft_und_menschenrechte.pdf (3) https://www.woz.ch/1934/konzerne/die-panikreaktion (4) https://konzern-initiative.ch/beispiel/lafargeholcim/
(5) https://www.srf.ch/news/schweiz/kinderarbeit-fuer-schweizer-ladenketten
https://humanrights.ch/de/ipf/menschenrechte/kinder/kinderarbeit-verantwortung-schweizer-unternehmen
https://theworldnews.net/ch-news/schmutziges-gold-kommt-uber-dubai-in-die-schweiz
(6) https://www.publiceye.ch/de/themen/pestizide/yavatmal-deutlich-mehr-vergiftungen-mit-syngenta-pestizid-als-bislang-bekannt (7) https://www.infosperber.ch/FreiheitRecht/Chiquita-Schmutziges-Bananen-Geschaft (8) https://www.tagesschau.de/wirtschaft/lieferkettengesetz-faq-101.ht

2019

Die Rechtskommission des Ständerats schwächt den indirekten Gegenvorschlag im Februar weiter ab und entscheidet im März, nicht auf den indirekten Gegenvorschlag (im Rahmen der Aktienrechtsrevision) einzutreten. Die Rechtskommission des Nationalrates hält jedoch am indirekten Gegenvorschlag fest.

Eine plötzliche Kehrtwende findet im August statt. Plötzlich bringt Bundesrätin Keller-Sutter die Idee ein, der KOVI, nur eine Berichterstattungspflicht für Unternehmen entgegenzustellen (ohne Haftungsregelungen). Offenbar hat Swiss-Holdings bei der Bundesrätin monatelang für diesen Vorschlag lobbyiert. Mit ihrem Manöver nimmt Keller-Sutter den Ständerat ins Visier: Sie will verhindern, dass er auf den weitreichenden Gegenvorschlag des Nationalrats einschwenkt. Ein derart später Eingriff einer Bundesrätin in den parlamentarischen Ablauf ist für die Schweiz ungebräuchlich und überraschend.
Eigentlich hätte der Abstimmungstermin für die Konzernverantwortungsinitiative inzwischen schon längst bekanntgegeben werden müssen. Auf Ständerat Ruedi Nosers ungewöhnlichen persönlichen Antrag im September wurde die Debatte über die Konzernverantwortungsinitiative jedoch auf die Wintersession verschoben. (Noser sitzt im Vorstand von Economiesuisse.) Diverse involvierte AkteurInnen sprechen von einem politischen Manöver, damit sich bürgerliche PolitikerInnen vor den Wahlen nicht kritisch zur überaus beliebten Initiative äussern müssen. Darauf haben innert weniger Tage über 50000 Personen einen Protestbrief gegen das Verzögerungsmanöver von Noser unterzeichnet.
Noch im Dezember spricht sich der Ständerat dann gegen Haftungsregeln für Schweizer Konzerne aus.

2020

Im Januar hält jedoch die Rechtskommission des Nationalrates an der Haftungsregelung fest.
Im März hält der Ständerat an seinem Vorschlag fest. Der Nationalrat bleibt ebenfalls im März bei seinem Vorschlag. Am 16. März wird die Session aufgrund der Pandemie vorzeitig beendet.
Umfragezahlen, die zwischen dem 5. und 12. Mai erhoben wurden, zeigen: 78% der Stimmberechtigten würden Ja zur Konzernverantwortungsinitiative stimmen

Am 3. Juni, buchstäblich in letzter Minute vor der Einigungskonferenz zwischen National- und Ständerat lancierte der weltgrösste Nahrungsmittelkonzern Nestlé einen eigenen Gegenvorschlag zur KOVI. An der Einigungskonferenz selbst spielten sich seltsame Vorgänge ab. Gewisse Parteien schickten nicht ihre mit dem Dossier am besten vertrauten Vertreterinnen in die finale Einigungskonferenz, sondern Politiker, deren Abstimmungsverhalten sich leichter kontrollieren lässt. Nun ist klar: Es wird keinen griffigen Gegenvorschlag zur Initiative geben. Die Konzernlobby hat sich im Parlament durchgesetzt.
In der Zwischenzeit rollten die Wirtschaftsverbände eine millionenschwere PR-Kampagne gegen die KOVI aus. Die darauffolgende als Faktencheck getarnte Werbung („native advertising“) der Tages-Anzeiger-Gruppe führte u.a. sogar zu einer Rüge des Schweizer Presserates.

Im August berichtete die Sonntagszeitung über einen Hinterzimmerdeal zwischen Economiesuisse und dem Bauernverband: Dafür, dass der Verband sich gegen die KOVI stellt, bekämpfte Economiesuisse im Gegenzug sogar die marktliberale(!) Agrarpolitik des Bundes.

Thomas Dorizzi

LA RÉPONSE À LA CRISE DU CÔTÉ DE GENÈVE

Les propositions consternantes du gouvernement genevois :

A Genève le Conseil d'Etat a proposé pour l'année prochaine un budget d'austérité.
Ses propositions concernent les services publics et du secteur subventionné, plus de 50'000 personnes. Au menu :

- baisse des salaires de 1%
- blocage des annuités en 2021 et 2023
- suspension de l'indexation des salaires jusqu'en 2024
- augmentation de la part salariale des cotisations LPP qui représente une perte de salaire net de 2.35 à 3.25%

L'ensemble de ces mesures représente une baisse des salaires historique, entre 6% et 9% d'ici 2024 ! La justification des milieux patronaux et des partis qui les représentent dans l'arène politique est toujours la même : ces salarié.e.s sont des « privilégié.e.s » !

Aujourd'hui ils devraient être « solidaires » des salarié.e.s du privé qui ont beaucoup perdu : baisse importante du salaire et chômage.

Cette décision du Conseil d'Etat arrive au moment où les services publics sont toujours plus sous pression, le personnel est débordé et souvent épuisé, alors qu'il serait nécessaire de réinvestir massivement dans la santé publique et dans l'éducation et dans d'autres secteurs qui ont souffert de la pandémie pour éviter une forte augmentation des inégalités sociales déjà assez grande dans un canton comme Genève (parmi les plus inégalitaires de Suisse).

Les « héros » de la lutte contre l'épidémie sont remerciés…

Drôle de façon de remercier ces hommes et ces femmes (beaucoup de femmes !) qui étaient en première ligne pendant les mois les plus sombres de l'épidémie. Ce sont eux et elles qui ont assuré les services essentiels aux Genevois et souvent, comme dans le secteur de la santé, au péril de leur propre santé et dans des conditions de travail épouvantables (heures supplémentaires qui explosent, matériel insuffisant…).
Ce n'est pas possible de les laisser maltraiter de la sorte. C'est proprement scandaleux. Le gouvernement affiche là un cynisme froid au nom d'une idéologie mortifère.

Une politique des caisses vides qui met en péril les prestations à la population

Depuis des décennies la droite pratique une politique des caisses vides en proposant, entre autres, un nombre important de baisses d'impôts qui ont réjoui surtout les couches les plus favorisées de la population. Rappelons-nous la toute récente RFFA (réformes de l'impôt des entreprises) qui a causé une perte pour l'Etat de centaines de millions de francs.

Aucun effort n'est demandé aux bénéficiaires de ces baisses, au contraire ; aujourd'hui le Conseil d'Etat propose une baisse de 15% de l'impôt sur la fortune ! Les franges les plus fragiles de la population ont déjà assez payé à cause de cette politique, et ce sont surtout elles qu'on prétérite quand les prestations diminuent.

Une mobilisation à la hauteur de l'attaque gouvernementale

Le 15 octobre une manifestation en soutien de la fonction publique – qui a débrayé dès 15h- a réuni près de 6000 personnes à Genève. Les organisations du personnel à l'origine de cette mobilisation sont décidées à empêcher que le personnel paye le prix fort de la crise sanitaire et sociale comme envisagent les politiques iniques de la droite.

A l'issue de la manifestation l'Assemblée du personnel de l'Etat et du secteur subventionné a voté à l'unanimité un arrêt de travail durant toute la journée du 29 octobre 2020.

« Sortir de la crise par le haut »

Cette volonté de « sortir de la crise par le haut » est affichée aussi par le mouvement *Urgence Convergences* (rejoint par Attac Genève) qui s'est présenté à une conférence de presse le 21 octobre 2020.

Il s'agit d'une nouvelle entité qui réunit des « personnes actives au sein d'associations et de coordinations, de mouvements, collectifs et appels, de syndicats et de forces politiques » qui luttent pour la justice sociale, le climat, pour les droits des femmes et contre toute forme de discrimination. Aujourd'hui, plus que jamais, il est nécessaire de faire converger toutes ces luttes pour riposter aux attaques de la droite. Une ébauche de propositions a été élaborée et une grande manifestation populaire est prévue pour le 14 novembre.

Les propositions d'Attac

Attac estime que la relance de l'économie ne doit pas se faire au détriment des acquis sociaux, ni de l'environnement.

Notre Banque nationale doit être au service de la population pour contribuer à la sortie de crise ainsi qu'à la transition écologique. Elle doit par exemple arrêter tout investissement dans les énergies fossiles.

Nous revendiquons, entre autres :

- La taxation sur les transactions financières
- Une imposition beaucoup plus forte des tranches supérieures et la fin du bouclier fiscal
- Une modification de l'imposition des entreprises qui ont bénéficié de la RFFA qui doivent fournir une contribution exceptionnelle.

En outre :

- La régulation des marchés financiers
- Le refus de la recapitalisation des banques par de l'argent public
- L'annulation de la dette des pays du Sud soumis aux programmes d'ajustements structurels.

Tina Leoni Joye

ANNONCE

Notre section genevoise ne tiendra pas d'assemblée générale cette année. Mais on vous dit à très bientôt !



WIE MAN IN GENF DER KRISE BEGEGNEN WILL

Erschreckende Vorschläge der Genfer Regierung:

Der Genfer Regierungsrat schlägt für das kommende Jahr einen Sparhaushalt vor.
Seine Vorschläge betreffen den öffentlichen Dienst und den subventionierten Sektor, mehr als 50›000 Personen. Auf dem Menü:

- eine Kürzung der Löhne um 1%,
- Sperrung der jährlichen Gehaltszuschläge in den Jahren 2021 und 2023,
- Aussetzung der Lohnindexierung bis 2024,
- Erhöhung des Arbeitnehmeranteils an den Pensionskassen-Beiträgen, was einen Verlust des Nettolohns von 2,35 auf 3,25% bedeutet.

All diese Massnahmen stellen einen Lohnrückgang historischen Ausmasses dar: bis 2024 zwischen 6 und 9 Prozent! Die Rechtfertigung der Arbeitgeber und der sie in der politischen Arena vertretenden Parteien ist immer die gleiche: Diese ArbeitnehmerInnen seien „privilegiert“!

Heute sollten sie „solidarisch“ mit den im Privatsektor Beschäftigten sein, die mit erheblichem Lohnrückgang und Arbeitslosigkeit viel verloren haben.

Dieser Beschluss des Regierungsrats fällt in eine Zeit, in der der Service public immer stärker unter Druck gerät und das Personal überfordert und oft erschöpft ist, während es doch nötig wäre, massiv in das öffentliche Gesundheits- und Bildungswesen und in andere durch die Pandemie beeinträchtigte Sektoren zu reinvestieren. Dies um eine Verschärfung der sozialen Ungleichheiten zu vermeiden, die in einem Kanton wie Genf, der zu den am wenigsten egalitären der Schweiz gehört, bereits allzu gross sind.

Hier der Dank an die „Helden“ im Kampf gegen die Epidemie...

Was für eine sonderbare Art, den Männern und Frauen (den vielen Frauen!) zu danken, die in den finstersten Monaten der Epidemie an vorderster Front waren. Sie sind es, die für die Genfer Bevölkerung lebensnotwendige Dienstleistungen erbracht haben und das oft, wie im Gesundheitssektor, unter Gefährdung ihrer eigenen Gesundheit und unter entsetzlichen Arbeitsbedingungen (Explosion der Überstunden, unzureichende Ausrüstung...)
Es darf nicht möglich sein, sie auf solche Weise misshandeln zu lassen. Das ist einfach skandalös. Im Namen einer tödlichen Ideologie bezeigt die Regierung hier einen kalten Zynismus.

Eine Politik der leeren Kassen bedroht die Dienstleistungen an die Bevölkerung.

Seit Jahrzehnten verfolgt die Rechte eine Politik der leeren Kassen, indem sie unter anderem eine Vielzahl von Steuersenkungen vorschlägt, zur Freude der privilegiertesten Teile der Bevölkerung. Erinnern wir uns an die jüngste Steuerreform (STAF), durch die dem Staat Hunderte Millionen Franken verloren gingen.

Von den Nutzniessern dieser Kürzungen werden keine Opfer verlangt; im Gegenteil schlägt der Regierungsrat heute eine Senkung der Vermögenssteuer um 15% vor! Die schwächsten Teile der Bevölkerung haben aufgrund dieser Politik bereits genug gezahlt, und sie sind es vor allem, die unter der Kürzung der Leistungen leiden.

Gegen den Angriff der Regierung eine angemessene Mobilisierung.

Am 15. Oktober versammelte eine Demonstration zur Unterstützung des öffentlichen Dienstes - der um 15.00 Uhr die Arbeit niederlegte - fast 6.000 Menschen in Genf. Die hinter dieser Mobilisierung stehenden Personalorganisationen sind entschlossen zu verhindern dass, wie die ungerechte Politik der Rechten vorsieht, dem Personal die Rechnung für die gesundheitliche und soziale Krise zum vollen Preis aufgebürdet wird.

Am Ende der Demonstration stimmten das Personal des Staats und des subventionierten Sektors einstimmig für eine ganztägige Arbeitsniederlegung am 29. Oktober 2020.

„Ein Ausweg nach oben aus der Krise“.

Diesen Willen, „nach oben aus der Krise herauszukommen“, zeigt auch die Bewegung *Urgence Convergences* (der sich Attac Genf angeschlossen hat), die sich am 21. Oktober 2020 auf einer Pressekonferenz vorstellte.

Es handelt sich um eine neue Formation, die „in Verbänden und Koordinationen, Bewegungen, Kollektiven und Appellen, Gewerkschaften und politischen Kräften aktive Menschen“ zusammenbringt und für soziale Gerechtigkeit, Klima, Frauenrechte und gegen alle Formen der Diskriminierung kämpft. Heute ist es mehr denn je notwendig, all diese Kämpfe zusammenzuführen, um die Angriffe der Rechten zu kontern. Es wurde ein Entwurf von Vorschlägen ausgearbeitet und für den 14. November eine grosse Demonstration geplant.

Vorschläge von Attac:

Attac ist der Ansicht, dass die wirtschaftliche Ankurbelung nicht auf Kosten der sozialen Errungenschaften oder der Umwelt gehen soll.

Unsere Nationalbank muss sich in den Dienst der Bevölkerung stellen, um zur Beendigung der Krise und zur Energiewende beizutragen. Sie muss zum Beispiel alle Investitionen in fossile Energie stoppen.

Wir fordern unter anderem:

- die Besteuerung von Finanztransaktionen,
- eine deutlich höhere Besteuerung

der Wohlhabenden und das Ende des Steuerschutzschilds,

- eine Änderung der Besteuerung der durch die STAF begünstigten Unternehmen ; diese müssen einen ausserordentlichen Beitrag leisten.

Dazu :

- die Regulierung der Finanzmärkte,

- die Weigerung, Banken mit öffentlichen Geldern zu rekapitalisieren,

- den Schuldenerlass für mit Strukturanpassungsprogrammen belastete Länder des globalen Südens.

Tina Leoni Joye

ANNONCE

Notre section genevoise ne tiendra pas d'assemblée générale cette année. Mais on vous dit à très bientôt !



Fiscalité

LA FRAUDE FISCALE RÉVÈLE L'HYPOCRISIE DE NOTRE SOCIÉTÉ

Le principe d'une contribution commune à l'entretien des services publics est un des fondements de notre pacte sociétal. Cette contribution doit peser de façon égale sur tous les contribuables. Or, la Loi fédérale sur l'échange international automatique de renseignements en matière fiscale (LEAR), modifiée le 19 juin 2020 par l'Assemblée fédérale de la Confédération suisse, ne concerne que les Etats partenaires. Cette restriction a pour effet que « la Suisse est toujours numéro un des paradis fiscaux, car la coordination sur les informations ne fonctionne qu'avec les pays occidentaux, mais pas avec les pays émergents », selon l'ONG *Tax Justice Network*.

L'argent propre avec les pays riches et l'argent sale avec les pays vulnérables et en voie de développement. C'est le Parlement suisse qui décide du choix des pays soumis à l'échange automatique des données bancaires. L'UDC lutte activement pour tenter de bloquer chaque accord sur les échanges de données. Il s'agit bien d'une lutte politique et non pas économique.

En 1997, plusieurs magistrats décrivaient précisément les méthodes et les réseaux financiers utilisés par les mafias européennes. La fraude fiscale utilise les mêmes réseaux et les Panama Papers nous ont révélés les noms, les montants et les adresses des banques qui accueillent les montants de l'évasion fiscale. La différence entre 1997 et aujourd'hui, c'est que certaines opérations illégales ont été légalisées par 30 ans de politique libérale. On parle aujourd'hui d'optimisation fiscale. Les politiques libérales ont produit d'importantes réductions fiscales et pourtant, l'évasion fiscale ne cesse de progresser. L'ONG *Taxe Justice Networck* estime à 32'000 milliards de dollars le montant dissimulé dans les zones défiscalisées du monde !

Nous savons que l'évasion fiscale concerne les multinationales, les fonds d'investissements, les particuliers, et mêmes les plus hauts dignitaires comme les présidents de l'Argentine, d'Ukraine, le roi d'Arabie Saoudite, d'Espagne ou la reine d'Angleterre qui ont soustrais des millions d'euros à la fiscalité des pays qui les nourrissent.

L'impunité pour les fraudeurs et la prison pour les lanceurs d'alerte, voilà une réalité que nous voulons changer et voilà pourquoi nous nous engageons pour dénoncer et essayer d'entraîner avec nous le plus grand nombre de personnes.

Autre constat : « La fraude fiscale érode le consentement à l'impôt, fausse la concurrence, sa persistance alimente l'idée que les classes moyennes paient quand les multinationales les optimisen » selon l'OCDE.

Il est insupportable d'écouter des politiciens proposer de baisser les salaires, réduire du personnel ou d'augmenter les impôts sur les retraites ou la TVA pour faire face à la dégradation de l'économie suite au COVID-19 et de ne rien proposer pour récupérer l'argent de l'évasion fiscale. Prétendre qu'il n'y a pas de ressources pour améliorer les services publics ou la nécessaire transition écologique, c'est faire preuve de lâcheté et d'incompétence politique.

Une société qui bafoue ses propres principes de justice, d'honnêteté et de transparence, mais qui promeut et protège la fraude perd en crédibilité et c'est bien là le danger. Nous souhaitons participer à un monde plus juste en constituant une force, capable de créer un rapport de force indispensable pour ces enjeux sociétaux.



Pierre Duffour

STEUERHINTERZIEHUNG OFFENBART DIE HEUCHELEIUNSERER GESELLSCHAFT

Das Prinzip eines gemeinsamen Beitrags zur Aufrechterhaltung der öffentlichen Dienste ist eine der Grundlagen unseres Gesellschaftspakts. Dieser Beitrag muss alle Steuerzahler gleichermassen belasten. Das am 19. Juni 2020 von der Schweizer Bundesversammlung geänderte Bundesgesetz über den internationalen automatischen Informationsaustausch in Steuersachen (AIAG) betrifft jedoch nur Partnerstaaten. Infolge dieser Einschränkung ist „die Schweiz nach wie vor das Steuerparadies Nummer eins, da die Informationskoordination nur mit westlichen Ländern, nicht aber mit Schwellenländern funktioniert", so die NGO *Tax Justice Network*.

Sauberes Geld mit reichen Ländern und schmutziges mit schwachen und Entwicklungsländern. Welche Länder dem automatischen Austausch von Bankdaten unterliegen, entscheidet das Schweizer Parlament. Die SVP bestrebt sich aktiv, jede Datenaustausch-Vereinbarung zu blockieren. Dies ist ein politischer, kein wirtschaftlicher Kampf.

1997 beschrieben mehrere Staatsanwälte eingehend die Methoden und Finanznetze der europäischen Mafias. Die Steuerhinterziehung benützt dieselben Netzwerke, und die Panama Papers enthüllten uns Namen, Beträge und Adressen der Banken, die das Geld der Steuerhinterziehung aufnehmen. Der Unterschied zwischen 1997 und heute besteht darin, dass einige illegale Operationen durch 30 Jahre liberale Politik legalisiert wurden. Heute spricht man von Steueroptimierung. Die liberale Politik hat zu erheblichen Steuersenkungen geführt, und dennoch nimmt die Steuerhinterziehung weiter zu. Die NGO Taxe Justice Network schätzt die in den steuerfreien Zonen der Welt versteckte Summe auf 32›000 Milliarden Dollar!

Wir wissen, dass die Steuerhinterziehung multinationale Unternehmen, Investmentfonds, Einzelpersonen und sogar die höchsten Würdenträger wie die Präsidenten Argentiniens, der Ukraine, den König von Saudi-Arabien, den König von Spanien oder die Königin von England betrifft, die zum Schaden der Länder, von denen sie unterhalten werden, Millionen von Euro bei der Besteuerung unterschlagen haben.

Für Betrüger Straffreiheit und für Whistle-Blower Gefängnis: diese Tatsachen wollen wir ändern, und wir setzen uns dafür ein, sie anzuprangern und möglichst viele Menschen auf unsere Seite zu ziehen.

Eine weitere Feststellung: „Steuerhinterziehung untergräbt die Akzeptanz der Besteuerung, verzerrt den Wettbewerb, ihr Fortbestand nährt die Idee, dass die Mittelklasse zahlt, während Konzerne optimieren", so die OECD.

Es ist unerträglich zu hören, wie Politiker vorschlagen, angesichts der Verschlechterung der Wirtschaft durch Covid-19 die Gehälter zu senken, das Personal zu reduzieren oder die Besteuerung der Renten oder die Mehrwertsteuer zu erhöhen, und nichts vorschlagen, um das durch Steuerhinterziehung verlorene Geld einzutreiben. Zu behaupten, es mangle an Mitteln für die Verbesserung der öffentlichen Dienste oder für den notwendigen ökologischen Umbau, zeugt von Feigheit und politischer Inkompetenz.

Eine Gesellschaft, die ihre eigenen Prinzipien von Gerechtigkeit, Ehrlichkeit und Transparenz verhöhnt aber Betrug fördert und schützt, verliert an Glaubwürdigkeit, und das ist die Gefahr. Wir wollen an einer gerechteren Welt teilhaben, indem wir eine Kraft bilden, die das für diese gesellschaftlichen Herausforderungen unerlässliche Kräfteverhältnis aufzubauen in der Lage ist.

Pierre Duffour